

**Intervention lors de la Commission Exécutive Fédérale du 17 novembre 2020 :  
"Affinons notre connaissance des besoins sur le terrain pour renforcer nos  
exigences en matière d'emplois" (Cédric Volait)**

Mutualiser la pénurie, mutualiser la misère, ne règle aucun problème particulier mais au contraire renforce fortement la fragilité et la vulnérabilité de l'ensemble du système.

Ce n'est pas de plus de regroupements, de plus de concentration, de plus de fusions dont nous avons besoin mais c'est de donner les moyens à chaque établissement de fonctionner correctement et se donner les moyens d'avoir une égalité de prise en charge sur l'ensemble du territoire quelque soit l'endroit où on habite et quelque soit le revenu qu'on a.

Ce n'est pas de plus de souplesse comme certains le demandent dont nous avons besoin (souplesse en matière de règles sanitaires, souplesse en matière de gestion des ressources humaines...). Ce n'est pas des règles dont nous avons besoin de nous affranchir mais c'est de la pénurie elle-même.

Ce dont nous avons besoin c'est de plus de régulation.

A ce sujet, les ARS ne doivent pas servir seulement à compter l'argent et les fermetures de lits quand tout va bien, et compter les morts quand tout va mal, mais elles doivent jouer un rôle central dans cette régulation.

Donc, deux problèmes majeurs :

- Un problème de moyens
- Un problème de régulation

Si on les laisse faire, ils vont complètement évacuer la question de l'embauche, qui est pourtant indispensable, et ils vont plutôt aller vers la problématique de la gouvernance et la question de la renégociation des accords locaux sur la gestion du temps de travail.

Si on les laisse faire, ils vont vouloir aller vers davantage d'autonomie pour les directions d'établissements afin d'avoir plus de souplesse :

- pour passer les marchés publics
- pour gérer les blocs opératoires et les lits de réanimation
- pour la gestion des personnels et jongler sur les horaires
- pour les glissements de tâches (afin que des infirmières puissent réaliser des missions de médecins par exemple)

Etc...

Si on les laisse faire, ils vont vouloir aller vers davantage de concentration / rationalisation :

Nous sommes sur un schéma de concentration dans un objectif d'optimisation au service lui même d'un objectif de gains de productivité. Ce schéma a des effets pervers, et on les voit de plus en plus, comme la disparition des hôpitaux de

proximité ou leur très forte dégradation. La Crise Covid a montré les limites de cette concentration hospitalière où de nombreuses activités ont du être arrêtées alors qu'elles auraient pu être beaucoup mieux réparties entre les différents établissements s'ils n'avaient pas fermé autant de services et autant de lits.

Donc, la très forte concentration augmente la vulnérabilité du système.

D'où l'importance de ne pas accepter la définition de Madame Buzyn où les hôpitaux de proximité ne sont plus que des coquilles vides sans urgences, sans chirurgie, sans maternité etc...

Dans les évolutions en cours, on pourrait citer également :

- la mise en place de pôles territoriaux dans le Grand Est avec dans un second temps la volonté de suppression des directions d'établissements
- ou encore le projet de création d'un Groupement de Coopération Social et Médico-Social (GCSMS) de très grande envergure réunissant les établissements de la FPH et FPT de la région Rhône Alpes / Auvergne (soit 12 départements concernés)

Il faut arrêter de mutualiser la pénurie, il faut arrêter les politiques d'austérité dans un système de santé où les besoins augmentent. Il y a eu une série de plans pour l'hôpital (juillet 2019, novembre 2019 etc...) suite à un mouvement de protestation de fond des personnels des Urgences, puis des autres services. Il y a eu le Ségur de la Santé de juillet 2020. Ces plans sont insuffisants mais ils ont au moins le mérite de montrer que la mobilisation des personnels fait bouger les lignes.

Quand je regarde des sondages sur l'hôpital public en France l'un des principaux constats des français c'est : le manque de moyens et plus particulièrement le manque de personnels hospitaliers.

Et c'est totalement en lien avec notre campagne actuelle sur des embauches massives en mettant en avant les besoins d'emplois, les besoins de formation et la nécessité de rapidement apporter des réponses concrètes et significatives.

Est-ce que la France veut continuer de répondre à l'augmentation des besoins et d'avoir un hôpital public dont la vocation est de soigner tout le monde quelque soit où il habite et quelque soit ses revenus, et avec la même qualité ?

Et si oui, alors on doit mettre les moyens nécessaires pour y arriver.

Dans un monde où nous sommes toujours plus dans la propagande idéologique, dans les slogans, dans les discours vides et creux comme jamais on l'a été, notre force réside dans le factuel. Et c'est comme cela qu'on a réussi à obtenir des victoires, ces dernières années, ces derniers mois. Ils sont en difficulté quand on met en avant des chiffres précis sur les rémunérations, sur les conditions de travail, sur la pénibilité... C'est pourquoi sur la question des embauches, nous avons aussi besoin d'être précis.

Quand on démontre qu'en terme de salaire, nous faisons partie des derniers pays de l'OCDE, cela parle à la population. Et quand ils ferment des services d'urgence et qu'ils mettent en danger la population simplement par idéologie, là encore c'est du concret : quand un enfant arrive aux Urgences la tête ouverte, et qu'on le refuse, et qu'on lui dit d'aller à un autre hôpital à 45 minutes de voiture, c'est du concret.

Et en ce moment, l'une de nos grandes batailles, c'est sur l'emploi. Quand on regarde la France par rapport à de nombreux autres pays européens, on n'est pas bien placé en terme de ratio personnels/patients. Ils aiment bien nous parler de ratios mais uniquement quand ça les arrange. C'est un peu comme avec ce gouvernement, il aime bien la liberté d'expression mais uniquement quand ça va dans son sens.

C'est pourquoi, nous avons besoin de monter en puissance sur la campagne sur les embauches pour encore les mettre en difficulté, et encore les faire plier. Ils vont devoir nous rendre des comptes sur la question des emplois.

Après c'est à nous à faire l'effort, c'est à nous à maîtriser les sujets, car il y a de nombreux syndicats qui sont incapables de donner des chiffres précis sur les besoins d'embauches dans leur établissement.

Il faut pouvoir répondre aux questions :

Combien il manque d'emplois dans le département ?

Combien il manque d'emploi aujourd'hui sur l'établissement ?

Combien il manque d'emplois service par service ?

Mais également profession par profession ?

Et cette campagne permet de servir de support pour permettre aux syndicats d'affiner leurs revendications pour pouvoir mieux les porter.

C'est la multiplication des luttes qui fait bouger les lignes et qui fait qu'on a des discours (de politiques, d'éditorialistes, de la FHF...) qui s'inversent complètement.

Pour conclure, Jean Monnet expliquait que « Les hommes n'acceptent le changement que dans la crise ». Une situation de crise facilite une acceptation du changement par la population mais c'est vrai également pour les dirigeants. Donc, il faut renforcer notre engagement et renforcer la pression ! Le 5 décembre devra être un moment fort de cette campagne pour les embauches !